

# DU G 1000 AU G 32, UNE SUITE REMPLIE D'ESPOIRS

Par Nadège Albaret  
 Coordinatrice des Commissions de politiques culturelles  
 Présence et Action Culturelles

***Quel peut être réellement l'apport d'une réflexion d'une seule journée de 1000 personnes qui ne se connaissent pas sur quatre thèmes si difficiles ? Ces derniers étaient relativement complexes et demandent des analyses préalables. Plusieurs mois devraient être nécessaires pour les traiter un par un, les analyser, comprendre, les appréhender afin d'arriver à un réel résultat de débat, de confrontation et de récolte d'opinions. Cette méthode plus lourde, mais plus efficace est ébauchée dans la seconde étape du processus : le G 32.***

Un participant, Christian, relevait que techniquement, les contraintes de temps et les déséquilibres des rapports autour de la table mettaient à mal la capacité de recherche de solutions (frustration, sentiment d'impuissance accrue, voire renforcement de repli sur des positionnements idéologiques). Le risque serait de donner un résultat inversé à cet appétit de participation : devant les résultats des débats, le fait de l'incapacité à être original peut transformer la demande de participation en une fuite sollicitée vers la technocratie. A contrario, dans notre cas, 3 des 12 participants à notre G off se sont inscrits pour participer au G 32.

Ce G32 composé de 32 personnes parmi 311 candidats tirés au sort a pour objectif d'élaborer des propositions d'ici à avril 2012 qui seront soumises à la classe politique. 311 citoyens se sont donc portés candidats pour affiner les mesures en travaillant trois week-ends complets. Est-ce que trois week-ends seront suffisants pour contenir l'intérêt et l'enthousiasme ainsi suscités ?

## TENSIONS ET AUTRES ANALYSES AUTOUR DU G 1000

Une des critiques adressées au G 1000 recoupe une réflexion de Christian Boucq, formateur au CIEP : « *ce dispositif refuse la prise en compte de rapports de force entre citoyens alors qu'ils sont omniprésents dans la société et ses lieux de décisions, tant économiques et financiers que dans le monde du travail, et forçément en politique* ». Dans le même ordre d'idées, Édouard Delruelle remarque que la caractéristique essentielle de la politique, c'est le rapport de forces. Le G 1000 repose sur l'idée que la politique se fait par la délibération et la discussion rationnelle. Mais c'est une fiction. En politique, ce sont toujours « *des groupes d'intérêt et des classes sociales qui s'affrontent. Des luttes, des résistances avec*

*toujours des rapports de pouvoir »*

Dans son ouvrage « Le nouvel esprit de la démocratie », Loïc Blondiaux plaide pour une valorisation de ces formes de participation : « *la participation est présentée comme étant en mesure de répondre à un ensemble de mutations sociales profondes : la division croissante de nos sociétés, leur complexité, leur plus grande réflexivité ou encore la montée de formes de repli individualiste rendant nécessaire la recréation du "lien social" par la participation* ».

Ces expérimentations de participation sont les prémices d'une nouvelle vision de la démocratie. « L'idée de participation repose tout d'abord sur une tension entre les idéaux de démocratie participative et de démocratie délibérative. Le premier s'inscrit dans la filiation de Jean-Jacques Rousseau et John Stuart Mill et conçoit la participation de chacun dans l'organisation de la cité comme une condition de la liberté et de l'épanouissement individuels. Le second en revanche, s'inspire de Jürgen Habermas et John Rawls, et se fonde sur l'idée que la légitimité et la rationalité des décisions collectives résident dans la mise en œuvre d'une délibération collective entre individus libres et égaux.

Le G 1000 est fondé sur un modèle participatif de type "communicationnel" issu directement de la mouvance de la sociologie d'Habermas. Loïc Blondiaux distingue dans son ouvrage participation et recherche de consensus. En pratique, et dans la lignée de la politique délibérative d'Habermas, de nombreux dispositifs, tout comme le G 1000, privilégient la recherche du consensus. Mais il en épouse les limites de manière criante. Il part du présupposé d'un niveau d'intervention égal de tous et toutes. Ne peut-on pas craindre tout comme les dénoncent des auteures issues de la théorie critique et du féminisme que des groupes minoritaires ou fragiles seraient ainsi de fait marginalisées lors de la discussion ? Aussi, le refus d'aller plus avant de la part d'un participant à notre G off est révélateur (et sain de sa part).

“Si le peuple manque d’expertise, il a le privilège d’être libre” est une phrase écrite dans le manifeste du G 1000. Mais un citoyen est-il libre quand il n’est pas éclairé ? Or ce dispositif reconnaît en partie cet état de fait : des experts étaient invités à éclairer les débats avant les animations proprement dites. Par ailleurs, nous pouvons également questionner si ce dispositif ne surdimensionnait pas l'apport des experts qui coloraient peut-être avec surnoiserie les échanges et les résultats.

Quand la société civile est invitée à la table des débats généralement réservés à la société politique, nous pouvons donc parler de démocratie participative. Nous en croisons de plus en plus d'exemples dans notre quotidien : les agendas locaux 21, les budgets participatifs, des réunions de comités de quartiers, le G 1000... Participer, ce n'est pas que donner son avis. C'est aussi avoir accès à l'information, la comprendre, débattre, écouter, argumenter... Un citoyen éclairé a les ressources nécessaires pour dépasser les revendications individualistes, comprendre des enjeux collectifs et contribuer à la construction de l'intérêt général au plan local, national et international.

L'utilisation du titre "citoyen expert" est trompeuse et il est parfois utilisé à mauvais escient. On le comprend mieux quand on le remet dans le contexte habituel de la

démocratie participative qui se cantonne généralement au niveau local. Il est plus facile d'avoir prise sur des questions directement liées à son territoire ou son cadre de vie que des enjeux nationaux ou internationaux. Pour reprendre un des exemples de démocratie participative le plus connu, celui mené à Porto Alegre, la participation active et directe y était offerte à propos de sujets de collectivité générale. Aux États-Unis où ce genre de participation est courant, les citoyens ne sont jamais invités à s'exprimer sur des enjeux nationaux : leur participation reste cantonnée à la dimension locale. La gestion des grands débats de société leur échappe complètement. Nous comprenons mieux dans ce recadrage, l'utilisation courante de l'adage "citoyen expert et compétent ».

L'enjeu est surtout de ne pas réduire le citoyen à ce niveau de débat, ni de limiter les processus de participation à l'échelle locale. Le G 1000 avait l'ambition d'ouvrir les débats sur des questions majeures sociétales et collectives. Mais la participation, c'est-à-dire prendre part de manière active au quotidien, cela s'apprend. Les gens souhaitent être plus informés des décisions politiques, participer plus étroitement à la vie civile en décidant en commun. Ce n'est pas qu'un phénomène illusoire de mode : c'est une réalité ressentie à travers tous les secteurs. Aujourd'hui, il est crucial d'aller à la rencontre de ceux qui n'ont pas trouvé leur place dans le débat, qui pensent que leur voix est sans intérêt, de les accompagner, de les aider à y prendre goût, du plaisir, à se sentir à l'aise avoir les grilles nécessaires pour forger leur propre avis et dépasser leur intérêt individuel.

*« J'ai été assez effrayé de constater au vu des résultats montrés en direct par le G1000 que les thèses populistes avaient le vent dans le dos. Pas uniquement ces thèses, mais... Y a du pain sur la planche pour la suite » (Matthieu). Gageons que l'étape ultérieure du G 1000 qui se transforme aujourd'hui en G 32 permettra d'aller un peu plus loin dans une réflexion solidaire.*

## CONCLUSION

Le G 1000 fût un événement exemplaire par son ambition, son ampleur et osons le dire, par sa réussite. Cette journée a atteint son objectif : reconnecter les citoyens avec le processus démocratique. Rappelons que ce sont plus de 2000 personnes, participants et bénévoles, qui furent touchées directement par l'organisation, sans compter leurs proches et l'impact médiatique lié à l'événement. Elle est un exemple, parmi d'autres, certes, mais d'envergure, qui ouvre la voie vers des processus alternatifs et novateurs qui réconcilieraient sur du long terme le citoyen avec le monde politique.

Dans ce sens, les mouvements associatifs et les acteurs culturels ont un rôle à jouer pour promouvoir l'interaction entre société politique et société civile, et ce, à plusieurs niveaux : comme acteurs capables d'animer les débats de façon neutre ; comme accompagnateur d'un changement d'habitudes culturelles dans une société où il est plus facile de protester que de s'engager ; comme initiateur de processus alternatifs qui donnent l'envie, la curiosité, la confiance et l'opportunité aux citoyens de participer ; comme facilitateur de toutes initiatives citoyennes ; comme garant que les

grands débats de société ne soient pas noyés par des questions locales et en informant sur les enjeux et méthodes d'une réelle démocratie participative.

Bien sûr, la démocratie participative n'est pas une recette miracle et les expériences à venir seront confrontées à une série de défis. Dans son article issu de divers ouvrages sur la question «Dynamiques et défis de la démocratie participative », Yves Sintomer interroge : « *comment assurer une participation quantitativement significative et socialement représentative de l'ensemble des citoyens ? Comment surmonter les problèmes d'échelle et faire du local ou du sectoriel un tremplin plutôt qu'un piège, en évitant les corporatismes et l'esprit de clocher ? Comment permettre une délibération de qualité ?* »<sup>1</sup> Selon lui, une démocratie participative doit pour fonctionner se baser sur des procédures qui favorisent une délibération de qualité et incorporer les énergies venues des mouvements sociaux en préservant leur autonomie.

Aussi, au-delà du rôle majeur que peuvent jouer les acteurs sociaux et culturels dans la réduction de l'écart entre les citoyens et le monde politique, j'emprunterais comme conclusion quatre recommandations de Loïc Blondiaux pour nous diriger vers une démocratie effective : promouvoir une constitution démocratique mixte en institutionnalisant des expériences « plus participatives », jouer sur la complémentarité des dispositifs, faire en sorte que le rôle de la participation ne demeure pas uniquement consultatif, et enfin, être attentif à pallier les logiques d'exclusion sociale caractéristiques du fonctionnement démocratique actuel.

Le succès du G 1000 nous pousse à aller encore plus loin dans cette réflexion.

### **Présence et Action Culturelles – Analyse 2011-32**

---

<sup>1</sup> Yves Sintomer – Dynamiques et défis de la démocratie participative - Transversales – Sciences et culture 24 avril 2007